

Restreindre lâ??aide militaire amÃ©ricaine Ã IsraÃ«l Ã lâ??Ã”re de la normalisation

Description

Par Nadya Tannous, le 14 septembre 2021



RÃ©sumÃ©

Avec la montÃ©e de la solidaritÃ© mondiale avec les Palestiniens depuis lâ??Intifada unitaire de mai 2021, les dÃ©cideurs politiques et les activistes amÃ©ricains appellent Ã conditionner et Ã arrÃªter lâ??aide militaire amÃ©ricaine Ã IsraÃ«l. Nadya Tannous, chargÃ©e de mission dÃ©?Al-Shabaka pour la politique amÃ©ricaine, examine cette vague de changement et propose des recommandations sur la maniÃ”re dont les dÃ©cideurs politiques, les lobbyistes et la communautÃ© internationale peuvent profiter de ce moment historique pour dÃ©fendre les droits des Palestiniens.

Contexte

Lâ??engagement de longue date des Ã?tats-Unis Ã aider militairement IsraÃ«l est assorti de nouvelles considÃ©rations Ã la lumiÃ”re des rÃ©cents dÃ©veloppements en Palestine, aux Ã?tats-Unis et au-delÃ . Lâ??Intifada de lâ??unitÃ©, qui a Ã©clatÃ© Ã la suite du nettoyage ethnique des [Palestiniens](#) par le rÃ©gime israÃ©lien [Ã Sheikh Jarrah](#), de son [attaque contre les fidÃ”les](#) du complexe de la mosquÃ©e dÃ©?Aqsa et de son [assaut vicieux sur Gaza](#) en mai 2021, a permis aux Palestiniens dÃ©?obtenir un soutien sans prÃ©cÃ©dent de la part des militants et des dÃ©cideurs politiques du monde entier, et mÃªme dans les couloirs du Capitole. Ce changement spectaculaire de lâ??opinion publique et politique mondiale est crucial pour la lutte palestinienne et offre lâ??occasion de faire pression pour des politiques qui tiennent IsraÃ«l responsable de ses crimes contre le peuple palestinien.

Cette note de politique gÃ©nÃ©rale replace lâ??aide militaire amÃ©ricaine Ã IsraÃ«l dans son contexte historique, en soulignant Ã quel point cette aide est devenue centrale dans la dynamique rÃ©gionale entre IsraÃ«l et les Ã?tats arabes, et entre les Ã?tats arabes et la Palestine. Elle examine la maniÃ”re dont la rÃ©cente convergence des mouvements populaires mondiaux, et leur solidaritÃ© vocale avec la Palestine, remettent en question le statu quo des Ã?tats-Unis. De la rue aux allÃ©es du pouvoir, une pression concertÃ©e pour conditionner, sanctionner et arrÃªter lâ??aide militaire amÃ©ricaine Ã IsraÃ«l gagne du terrain dans le monde entier.

Ce dossier propose des recommandations prÃ©liminaires aux militants, lobbyistes et dÃ©cideurs politiques sur la maniÃ”re de tirer parti ce moment de transformation dans lâ??histoire de la solidaritÃ© palestinienne. Une exploitation efficace du mouvement contribuerait Ã faire pression sur les Ã?tats-

Unis, Israël et leurs alliés pour qu'ils mettent fin à l'oppression des Palestiniens dans toute la Palestine historique.

La normalisation dans le contexte de l'impérialisme militaire américain

Depuis la création d'Israël en 1948, les États-Unis ont largement façonné leur relation avec le Moyen-Orient en maintenant la sécurité et l'influence d'Israël et de ses partisans. D'une part, ils ont fait en maintenant la domination militaire régionale d'Israël par un financement continu. D'autre part, ils ont négocié des accords de « paix » entre les États arabes et Israël, accords qui exigent des gouvernements arabes qu'ils soutiennent Israël politiquement et économiquement, ou, au moins, qu'ils s'abstiennent de condamner publiquement ses actions.

Depuis 2001, Israël a reçu plus de [63 milliards de dollars d'aide à la sécurité](#) de la part des États-Unis, dont plus de 90 % sont financés par le programme de financement militaire à destination de l'étranger (Foreign Military Sales, FMS) du département d'État. Le FMS, communément appelé « chèque en blanc » à Israël, est financé par l'argent des contribuables américains et prend la [forme de subventions d'armement](#). En mai 2021, la [Carnegie Endowment for International Peace a indiqué](#) que, pour l'année fiscale 2021, l'administration Trump a demandé 3,3 milliards de dollars de FMS pour Israël, ce qui constitue 59 % du budget FMS global demandé.

Pour l'exercice 2022 à venir, l'administration Biden a demandé de reproduire ce système. L'engagement à ce niveau de financement a été spécifiquement institué par un protocole d'accord de 10 ans, signé sous l'administration de l'ancien président Barack Obama. Le rapport explique en outre qu'« Israël reçoit plus de FMS que tous les autres pays du monde réunis ».

Parallèlement, les États-Unis ont fait directement pression sur les nations arabes pour qu'elles capitulent devant les intérêts israéliens en menaçant d'annuler leurs programmes d'aide militaire et leurs incitations financières à la coopération. Les deux premiers États arabes à normaliser leurs relations avec Israël sous la pression des États-Unis ont été l'Égypte (1979), qui est aujourd'hui le deuxième plus grand [bénéficiaire de l'aide militaire américaine](#), et la Jordanie (1994), un pays dont la monnaie est l'une des plus fortes et des plus stables au monde grâce à des [accords de longue date avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale](#). Alors qu'auparavant, la normalisation des relations entre les nations arabes et Israël [consistait en un échange de « terres contre la paix »](#), les [accords d'Abraham de 2020](#) servent de déclaration d'alliances, soutenues par un échange d'armes et la promesse d'une puissance militaire.

Tout au long de 2020, l'ancien président américain Donald Trump a inauguré une nouvelle ère de [traités de normalisation négociés par les États-Unis](#) entre Israël et les États arabes, plus précisément les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Ces accords sont intervenus au moment même où les Palestiniens étaient l'une des [avancées les plus agressives](#) du régime israélien. En effet, Israël poursuivait ses plans d'annexion de la [zone C dans la vallée du Jourdain](#), procédait à des [arrestations massives et à l'emprisonnement](#) d'étudiants palestiniens, et intensifiait ses campagnes de nettoyage ethnique à Sheikh Jarrah, Silwan et dans d'autres parties de la Cisjordanie. De cette manière, les

accords sapent directement les demandes palestiniennes d'auto-détermination et normalisent la [violence permanente](#) du régime israélien [à l'encontre des Palestiniens](#).

[Les États-Unis ont directement fait pression sur les nations arabes pour qu'elles capitulent devant les intérêts israéliens en menaçant d'annuler leurs programmes d'aide militaire et leurs incitations financières à la coopération. Cliquer pour tweeter](#)

Concernant les EAU et Bahreïn, les accords de septembre 2020 ont été reconnus comme un [contrat d'armement de premier ordre](#) entre deux gouvernements du Golfe pour des armes américaines. Selon un rapport du Center for International Policy, les États-Unis ont dominé les [transferts d'armes](#) vers les États du Golfe de 2015 à 2019, et restent le premier fournisseur de plus de deux tiers des États de la région. À la suite des accords, les Émirats arabes unis ont noté publiquement qu'ils [attendaient 50 avions de combat F-35](#) et 18 systèmes de drones armés Reaper dans le cadre du [contrat d'armement de 23,37 milliards de dollars](#) approuvé par l'administration Trump en échange de la normalisation.

Alors que le gouvernement soudanais a accepté de normaliser ses relations avec Israël en échange de la [levée par les États-Unis des sanctions qui pèsent](#) sur le pays au titre de la liste américaine des pays terroristes, et que le Maroc a normalisé ses relations en échange de la reconnaissance par les États-Unis de sa [souveraineté sur le Sahara occidental](#), les Émirats arabes unis et Bahreïn ont normalisé leurs relations afin de [renforcer leur position](#) vis-à-vis des autres acteurs régionaux. En plus de faire pression pour des accords nucléaires qui neutraliseront l'Iran, les EAU et Bahreïn cherchent à défaire l'Iran par confrontation militaire interposée, ce qui nécessite de renforcer leurs arsenaux militaires.

Bahreïn, par exemple, a [clairement indiqué](#) qu'il s'attendait à être consulté par l'administration Biden avant toute négociation nucléaire. Ce contrat d'armement permet également aux [EAU de stocker des munitions](#) pour leur assaut militaire et leur trafic d'armes en Libye, ainsi que pour leur participation à [l'attaque menée par l'Arabie saoudite au Yémen](#). [D'un montant de 10 milliards de dollars](#), les contrats d'armement conclus dans le cadre des accords d'Abraham sont les plus importants de l'histoire des Émirats arabes unis et suggèrent un stockage de munitions en vue de futures actions militaires.

Pendant ce temps, le soutien du Golfe aux Palestiniens a vacillé, car les donateurs régionaux ont cessé de condamner les aspirations d'Israël ou de chercher à y faire obstacle, pour les faciliter présent. En effet, les Émirats arabes unis ont récemment financé l'achat de propriétés à Jérusalem-Est, par l'intermédiaire de particuliers palestiniens, pour ensuite [les vendre à des colons israéliens](#). Cette période de normalisation a été politiquement coûteuse pour les Palestiniens et, alors que les EAU et Bahreïn entrent dans leur première année de normalisation, leurs relations de plus en plus étroites avec Israël et leurs relations privilégiées avec les États-Unis vont certainement entraver la résistance palestinienne contre l'apartheid israélien, le colonialisme de peuplement et l'occupation militaire.

Réponses législatives américaines et maintien de l'avantage militaire qualitatif d'Israël

Aux États-Unis, les accords d'Abraham ont généré une variété de réponses au niveau législatif. En novembre 2020, le député Brad Schneider (Démocrate-Illinois) a soumis le projet

de loi [H.R. 8494](#), Â« Guaranteeing Israelâ??s Qualitative Military Edge Â», coparrainÃ© par 19 autres dÃ©putÃ©s. Lâ??accord sur lâ??[avantage militaire qualitatif \(EMQ\)](#) garantit lâ??avantage militaire dâ??IsraÃ©l dans la rÃ©gion, tant en matiÃ¨re de technologies militaires que dâ??armement, en tant que partenaire privilÃ©giÃ© des Ãtats-Unis et en tant quâ??Ãtat mandataire des intÃ©rÃ©ts amÃ©ricains. Il sâ??agit dâ??une pratique amÃ©ricaine de longue date, inscrite dans la lÃ©gislation amÃ©ricaine depuis 2008, et appliquÃ©e Ã la discrÃ©tion du CongrÃ¨s. Le projet de loi est toutefois trÃ¨s important car il propose quâ??IsraÃ©l, et non le CongrÃ¨s amÃ©ricain, dÃ©tienne le pouvoir de dÃ©cision sur les contrats dâ??armement amÃ©ricains au Moyen-Orient.

[Les accords de normalisation nÃ©gociÃ©s par les Ãtats-Unis contribuent finalement Ã lâ??avantage militaire qualitatif dâ??IsraÃ©l en lui permettant de fortifier la rÃ©gion contre un ennemi commun perÃ§u comme tel : lâ??Iran. Cliquer pour tweeter](#)

Le projet de loi de Schneider a Ã©tÃ© prÃ©sentÃ© dans la clameur des inquiÃ©tudes concernant la prÃ©servation de lâ??Avantage militaire qualitatif dâ??IsraÃ©l Ã la lumiÃ¨re des ventes dâ??armes amÃ©ricaines aux Ãtats du Golfe. Cette inquiÃ©tude Ã©tait largement ancrÃ©e dans la conviction quâ??un renforcement des stocks dâ??armes chez les partenaires arabes pourrait menacer la sÃ©curitÃ© dâ??IsraÃ©l dans la rÃ©gion, malgrÃ© les dispositions des accords dâ??Abraham qui stipulent que les Ãtats arabes ne supplanteront jamais IsraÃ©l sur le plan militaire. Ces accords de normalisation nÃ©gociÃ©s par les Ãtats-Unis contribuent finalement Ã lâ??Avantage militaire qualitatif dâ??IsraÃ©l en lui permettant de fortifier la rÃ©gion contre un ennemi commun perÃ§u comme tel : lâ??Iran. Ainsi, dans le front militaire dirigÃ© par les Ãtats-Unis et lâ??Arabie saoudite contre lâ??Iran, BahreÃ«n, les Ãmirats arabes unis et IsraÃ©l se retrouvent dans le [mÃªme camp](#).

Pourtant, malgrÃ© les lignes directrices Ã©noncÃ©es dans les Accords dâ??Abraham, en novembre 2020, les membres de la Commission des affaires Ã©trangÃ¨res du SÃ©nat, menÃ©s par le prÃ©sident Robert Menendez (DÃ©mocrate-New Jersey), ont introduit une [rÃ©solution conjointe contre la vente dâ??armes](#) et ont invoquÃ© [lâ??Avantage militaire qualitatif dâ??IsraÃ©l](#). La dÃ©putÃ©e Ilhan Omar (DÃ©mocrate-Minnesota) a Ã©galement protestÃ© contre la vente dâ??armes en cours dans le cadre des Accords, en adoptant une formulation plus forte pour interdire complÃ¨tement la vente, bien quâ??elle ait [citÃ© les violations des droits de lâ??homme par les Ãmirats arabes unis](#), et non lâ??Avantage militaire qualitatif dâ??IsraÃ©l, comme raison de lâ??interdiction.

Il est important de replacer le projet de loi de Schneider dans son contexte, Ã la fois [par rapport aux rÃ©solutions distinctes dâ??Omar](#) et de Menendez, et dans le contexte de la [loi Leahy](#). Cette loi de 1977, qui porte le nom du sÃ©nateur Patrick Leahy (DÃ©mocrate-Vermont), [interdit les ventes dâ??armes et lâ??aide militaire amÃ©ricaines](#) aux forces de sÃ©curitÃ© des Ãtats Ã©trangers qui commettent des violations flagrantes des droits de lâ??homme. Par consÃ©quent, il existe un [prÃ©cÃ©dent juridique aux Ãtats-Unis](#) pour conditionner lâ??aide en fonction des violations des droits de lâ??homme commises par un Ãtat [par le biais de la loi sur lâ??aide Ã©trangÃ¨re](#), alors que la proposition de loi de Schneider les autorise.

Salih Booker, du Center for International Policy, souligne quâ??IsraÃ©l est le seul pays au monde pour lequel [les Ãtats-Unis ne suivent pas la trace des](#) armes pour savoir Ã quelle unitÃ© militaire elles sont destinÃ©es, ce qui rend pratiquement impossible lâ??application de la loi Leahy lorsquâ??il sâ??agit dâ??IsraÃ©l. La menace de conditionner lâ??aide amÃ©ricaine Ã IsraÃ©l avant la

[Conférence de Madrid de 1994](#), où l'ancien Secrétaire d'État James Baker a temporairement retenu les garanties de prêt à Israël pour empêcher l'utilisation de l'argent pour la construction de colonies, est le seul exemple historique d'aide américaine conditionnée à Israël. Bien sûr, ce sont les Palestiniens qui ont rendu cela possible avec la première Intifada.

En 2021, le projet de loi de Schneider n'est pas encore revenu pour vote, mais des développements ont été faits dans la foulée de la résolution de Menendez de novembre 2020. En janvier 2021, Biden a annoncé qu'il allait [revoir toutes les ventes d'armes de l'avant Trump](#), mais en avril, il a mentionné que les États-Unis allaient, comme promis, aller de l'avant avec un accord plus large avec les EAU d'une valeur de 23 milliards de dollars. Il y a eu un débat continu entre Bahreïn, les EAU, Israël et l'administration Biden sur la question de savoir si la vente de F-35 se ferait réellement ou non, pourtant les stratégies adoptées par Menendez et l'administration Biden ne se préoccupent pas du bilan des EAU en matière de droits de l'homme ; elles se préoccupent du socle des priorités régionales américaines : le [maintien de l'avantage militaire qualitatif d'Israël](#).

En effet, l'aide américaine alimente l'armée de l'air israélienne, en fournissant des milliards de dollars de [carburant dans le cadre du programme de financement militaire à destination de l'étranger \(FMS\) de gouvernement à gouvernement](#). Depuis 2015, les États-Unis ont [dépensé plus de 5,4 milliards de dollars](#) en carburant d'aviation, en carburant diesel, en essence sans plomb et en avions de ravitaillement aérien. Il est prévu que les États-Unis envoient les 3,3 milliards de dollars de FMS à Israël tout au long de 2021, ce que le Congrès a approuvé sur une base bipartite.

En outre, les États-Unis devraient envoyer [500 millions de dollars supplémentaires](#) pour la recherche, le développement et le déploiement conjoints de systèmes de défense antimissile américano-israéliens. En juin 2021, Israël devrait également demander au Congrès américain un milliard de dollars supplémentaires pour [réapprovisionner le Dôme de fer](#) et moderniser le système, ce qui porterait le FMS à 4,3 milliards de dollars. Fondamentalement, Israël restera au centre des intérêts américains au Moyen-Orient, et les États-Unis continueront de soumettre les actions militaires d'Israël à des normes différentes de celles de tout autre pays.

L'aide américaine à Israël au lendemain d'un moment de transformation

L'administration Biden ne s'est pas distinguée de l'administration Trump en ce qui concerne le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël, qui est conforme au protocole d'accord décennal de l'administration Obama. L'administration Biden s'est engagée à soutenir l'expansion coloniale continue d'Israël. Cela est apparu clairement lorsque Washington [n'a pas condamné](#) le nettoyage ethnique flagrant d'Israël à Jérusalem et les [crimes de guerre](#) contre les Palestiniens à Gaza en mai 2021.

Le 5 mai, le Congrès a été informé de la vente commerciale d'armes à guidage de précision à Israël pour un montant de 735 millions de dollars, ce qui a ouvert une période de 15 jours pendant laquelle les membres du Congrès pouvaient exprimer leur opposition. Entre le 5 et le 20 mai, le régime israélien a bombardé Gaza, tuant 243 Palestiniens. Les Israéliens ont également mené des [attaques brutales contre des Palestiniens](#) en Cisjordanie et à Jérusalem et [des lynchages en groupe](#) contre des Palestiniens dans les territoires de 1948, tandis que les forces israéliennes se tenaient à l'écart. À la suite de l'assaut sur Gaza, et à la fin de la période

de 15 jours, les députés Alexandria Ocasio-Cortez (Démocrate-État de New York), Rashida Tlaib (Démocrate-Michigan), Mark Pocan (Démocrate-Wisconsin) et Bernie Sanders (Démocrate-Vermont) [ont proposé une résolution conjointe du Sénat](#) et [une résolution conjointe de la Chambre des représentants](#) pour arrêter la vente.

[Les organisations aux États-Unis continuent de mettre en évidence les intersections évidentes entre les systèmes en expansion de maintien de l'ordre militarisé, la violence coloniale, la guerre et le racisme aux États-Unis et en Israël. Cliquer pour tweeter](#)

Ces efforts ont eu un impact sur les politiciens du Capitole, et ont amené les démocrates progressistes à faire des présentations au Congrès en soutien à la Palestine, en utilisant un langage jamais utilisé dans ces salles par les personnes au pouvoir. Le 13 mai, les députés Mark Pocan, Ilhan Omar, Ayanna Pressley, Cori Bush, Rashida Tlaib et Alexandria Ocasio-Cortez ont publiquement [exprimé leur soutien au peuple palestinien](#) au Congrès, appelant à la fin du financement de l'agression militaire israélienne. Pressley et Ocasio-Cortez ont [détecté Israël comme un État d'apartheid](#) et même la nouvelle députée Marie Newman (Démocrate-Illinois) a [appelé le Département d'État à condamner le nettoyage ethnique de Sheikh Jarrah](#) comme une violation du droit international.

Le 15 avril, la députée Betty McCollum (Démocrate-Minnesota) a soumis le projet de [loi H.R.2590](#), intitulé « Defending the Human Rights of Palestinian Children and Families Living Under Israeli Military Occupation Act », qui est une version élargie du même [projet de loi qu'elle avait précédemment présenté](#). Il a été coparrainé par 28 députés. Le projet de loi de McCollum vise à garantir que les fonds américains ne soient pas utilisés pour soutenir le système judiciaire militaire israélien, le déplacement forcé des Palestiniens par la démolition de maisons et les expulsions, [et les annexions illégales de terres palestiniennes](#). Quelques jours plus tard, les députés Bernie Sanders et Elizabeth Warren (Démocrate-Massachusetts) ont ouvertement confirmé leur [volonté de restreindre l'aide américaine à Israël](#), ou de retenir l'argent à destination de toute institution ou branche militaire israélienne responsable de violations des droits de l'homme. Notamment, Sanders avait spécifiquement [retiré son opposition](#) à la vente commerciale à ce moment-là. En outre, le 8 juin, plus de 100 organisations nationales de premier plan ont soumis une lettre à Biden [l'exhortant à bloquer la vente](#), 73 démocrates centristes lui demandant de [qualifier les colonies israéliennes illégales](#).

Au-delà du Capitole, des [mouvements de base de Palestiniens](#) et des dizaines de milliers de [partisans de la Palestine sont descendus dans les rues](#) des grandes villes américaines, pour protester contre l'usage disproportionné du pouvoir par le régime israélien, dévoiler les failles des discours de « paix » éculés qui détournent l'attention de la violence coloniale israélienne, et appeler à la liberté pour le peuple palestinien. Ces efforts ont été inspirés par la mobilisation sans précédent observée [dans toute la Palestine historique](#) et dans [le monde entier](#), et qui a uni les Palestiniens pour repousser le nettoyage ethnique, la violence coloniale, l'apartheid et le siège, [détachant ainsi efficacement leur fragmentation géographique et politique](#).

Les organisations aux États-Unis continuent de mettre en évidence les recoupements évidents entre les systèmes en expansion de maintien de l'ordre militarisé, de violence coloniale, de guerre et de racisme aux États-Unis et en Israël, renforçant ainsi la lutte mondiale contre tous les principes du fascisme. Des [campagnes en ligne](#) et des militants sur différentes [plateformes de](#)

[médias sociaux](#) ont également critiqué la contribution directe des États-Unis aux violations des droits des Palestiniens par Israël, et ont exigé que leurs représentants politiques agissent, notamment en annulant ou en conditionnant le chèque en blanc des États-Unis à Israël.

Le vent est clairement en train de tourner aux États-Unis. En mai 2021, le [LA Times a cité](#) une étude [Gallup d'avril 2021](#) qui faisait état d'une augmentation massive du soutien à la Palestine au cours de la dernière décennie : un citoyen américain sur sept sympathisant principalement avec la Palestine, on est passé à un sur quatre. En outre, une [enquête du Chicago Council d'août 2021](#) a montré que 50 % des Américains sont favorables à la restriction de l'aide militaire à Israël dans les opérations qui visent les Palestiniens, contre 45 % qui s'y opposent. Les démocrates soutiennent cette mesure à une écrasante majorité (62 %). Certes, nombre de ces citoyens américains réalisent de plus en plus que l'argent de leurs impôts contribue directement à l'assaut contre les Palestiniens.

Ce qu'il faut faire pour restreindre l'aide

Afin de saisir ce moment historique dans la défense des droits des Palestiniens :

- Les activistes et les lobbyistes doivent faire pression sur les décideurs politiques et la communauté internationale pour qu'ils restreignent l'aide militaire américaine à Israël, notamment par le biais de sanctions. Ils doivent soutenir le projet de loi McCollum, une autre législation conditionnant l'aide à Israël, et faire pression pour une législation permettant de suivre les dépenses militaires d'Israël. Ils devraient promouvoir les groupes de base et les ONG qui se consacrent à ce travail, notamment la [Campagne américaine pour les droits des Palestiniens](#), le [Projet de justice Adalah](#), les [Musulmans américains pour la Palestine](#) et l'[American Friends Service Committee](#).
- Les militants, lobbyistes et décideurs politiques doivent soutenir le mouvement [Boycott, désinvestissement, sanctions \(BDS\)](#), qui fait partie d'une stratégie plus large visant à demander des comptes aux [sociétés et entreprises](#) impliquées dans des contrats d'armement avec Israël, notamment [Raytheon](#), Boeing, Lockheed Martin, General Dynamics, Northrop Grumman et Elbit Systems. Ils doivent se joindre aux campagnes et initiatives municipales, telles que [Divest From Death Dissenter](#), pour cibler ces entités et leurs activités qui contribuent à la violation des droits des Palestiniens et d'autres personnes dans la région.
- Les responsables politiques internationaux doivent promouvoir le mouvement croissant visant à tenir Israël responsable de ses violations permanentes à ce que ce soit dans les couloirs du Congrès, au [niveau des entreprises](#) ou même au [niveau des États](#) par le biais de législations et de partenariats qui les protègent, en font l'écologie et les financent. Ils doivent parallèlement faire pression pour que des efforts législatifs conditionnent l'aide en fonction de la responsabilité en matière de droits de l'homme.
- Les décideurs politiques américains doivent soutenir les voix des citoyens américains qui appellent et écrivent des lettres à leurs députés pour demander la [fin du soutien militaire américain à Israël](#). Ils doivent également continuer à signer des pétitions dans le cadre de campagnes nationales visant à protéger les droits des Palestiniens.
- Les décideurs politiques internationaux doivent s'opposer et exiger la [révocation des lois anti-BDS](#) qui étouffent et délégitiment la critique d'Israël, en particulier aux États-Unis. Ils doivent également exiger que l'Alliance internationale pour la mémoire de

l'Holocauste (IHRA) annule sa [redéfinition de l'antisémitisme](#) pour 2020, qui inclut la critique d'Israël, une redéfinition qui a déjà été adoptée par plusieurs gouvernements. Cette redéfinition controversée [menace la liberté d'expression](#) et constitue un obstacle majeur à la lutte contre le véritable antisémitisme et à la promotion des droits humains des Palestiniens.

Nadya Tannous est la boursière de l'été 2021 d'Al-Shabaka en charge de la politique américaine. Elle est une organisatrice communautaire passionnée, native et élevée dans la région de la baie (territoire Ohlone). Dans son travail, elle se concentre sur l'éducation politique, l'établissement de relations entre les mouvements, l'antimilitarisme et le retour de la terre au peuple et du peuple à la terre. Nadya est titulaire d'une maîtrise en études sur les réfugiés et la migration forcée de l'université d'Oxford et d'une licence en anthropologie et en études sur l'information mondiale et les entreprises sociales, de l'université de Santa Cruz.

Source : [Al-Shabaka](#)

Traduction M pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. aide militaire
2. Al-Shabaka
3. Israël
4. Nadya Tannous
5. normalisation

date créée

2021/09/20